
Troisième session, vingt-neuvième Législature

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi 34

Bill 34

Loi de la qualité de l'environnement

Environment Quality Act

Première lecture

First reading

M. GOLDBLOOM

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

ROCH LEFEBVRE

QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1972



Projet de loi 34

Loi de la qualité de l'environnement

SECTION I

DÉFINITIONS

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions qui suivent signifient ou désignent:

1° « eau »: l'eau de surface et l'eau souterraine où qu'elles se trouvent;

2° « atmosphère »: l'air ambiant qui entoure la terre à l'exclusion de l'air qui se trouve à l'intérieur d'une construction ou d'un espace souterrain;

3° « sol »: tout terrain ou espace souterrain non submergé d'eau à l'exclusion d'une surface de terrain couverte par une construction;

4° « environnement »: l'eau, l'atmosphère et le sol ou toute combinaison de l'un ou l'autre;

5° « contaminant »: une matière solide, liquide ou gazeuse, un micro-organisme, un son, une vibration, un rayonnement, une chaleur, une odeur ou une radiation résultant du fait de l'homme et susceptible d'altérer la qualité de l'environnement;

6° « polluant »: un contaminant ou un mélange de plusieurs contaminants présents dans l'eau, l'air ou le sol en concentration ou quantité supérieure au seuil permmissible déterminé par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil;

7° « pollution »: l'état de l'environnement lorsqu'on y trouve un polluant;

Bill 34

Environment Quality Act

DIVISION I

DEFINITIONS

1. In this act, unless the context indicates a different meaning, the following words and expressions mean or designate:

(1) "water": surface water and underground water wherever located;

(2) "atmosphere": the ambient air surrounding the earth, excluding the air within a structure or any underground space;

(3) "soil": any land or underground space not submerged in water, excluding an area of land covered by a structure;

(4) "environment": the water, atmosphere and soil or a combination of any of them;

(5) "contaminant": a solid, liquid or gaseous matter, a microorganism, sound, vibration, rays, heat, odour or any radiation resulting from the act of man likely to alter the quality of the environment;

(6) "pollutant": a contaminant or a mixture of several contaminants present in water, air or soil in a concentration or quantity greater than the permissible level determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council;

(7) "pollution": the condition of the environment when a pollutant is present;

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet a pour objet de confier à un ministre la responsabilité d'élaborer et de mettre en oeuvre une politique de protection de l'environnement, d'instituer un Conseil consultatif de l'environnement et d'attribuer au Directeur des services de l'environnement des pouvoirs de surveillance et de contrôle de la qualité de l'environnement. Il a de plus pour effet de prohiber l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet dans l'air, l'eau ou le sol de tout contaminant au-delà de la quantité ou de la concentration prévue par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, d'obliger les personnes exerçant certaines activités susceptibles d'altérer la qualité de l'environnement à obtenir au préalable du Directeur des services de l'environnement un permis ou un certificat d'approbation et d'autoriser, à certaines conditions, le Directeur à ordonner à toute personne de cesser ou de diminuer, dans la mesure qu'il détermine, l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet dans l'environnement d'un contaminant.

De plus le projet comporte des dispositions particulières relatives à la qualité de l'eau et à la disposition des eaux usées, à l'assainissement de l'atmosphère, à la disposition des déchets, à la salubrité des immeubles et des lieux publics, à la protection contre les rayonnements et les autres agents vecteurs d'énergie ainsi que des dispositions relatives au bruit.

En ce qui concerne la qualité de l'eau et la disposition des eaux usées (Section IV), le projet reprend plusieurs dispositions de la Loi de la Régie des eaux relativement aux systèmes d'aqueduc et d'égout en attribuant au Directeur les services de l'environnement les pouvoirs que possède la

EXPLANATORY NOTES

The object of this bill is to grant to one Minister responsibility for elaborating and implementing a policy for the protection of the environment, to establish an Advisory Council on the Environment and to assign powers of supervision and control over the quality of the environment to the Director of environment services. A further effect is to prohibit the emission, deposit, issuance or discharge into the atmosphere, water or soil of any contaminant in a greater quantity or concentration than that provided for by regulation of the Lieutenant-Governor in Council, to require persons carrying on certain activities likely to alter the quality of the environment to first obtain a permit or a certificate of approval from the Director of environment services, and to enable the Director, on certain conditions, to order any person to cease or abate, in the measure he determines, the emission, deposit, issuance or discharge of a contaminant into the environment.

The bill also has special provisions regarding water and the disposal of waste water, depollution of the atmosphere, waste management, the sanitary condition of public buildings and places, and protection against radiation and other energy vectors, as well as provisions respecting noise.

With regard to the quality of the water and the disposal of waste water (Division IV), the bill renews a number of the provisions of the Water Board Act on waterworks and sewer systems, assigning the powers of the Board in this respect to the Director of environment services. Furthermore, every

8° « source de contamination »: toute activité ou tout état de chose ayant pour effet l'émission dans l'environnement d'un contaminant;

9° « personne »: un individu, une société ou une corporation autre qu'une municipalité;

10° « municipalité »: toute corporation municipale constituée par ou en vertu d'une loi de la législature de même que la Communauté urbaine de Montréal, la Communauté urbaine de Québec et la Communauté régionale de l'Outaouais;

11° « déchet »: résidu solide ou liquide provenant d'activités industrielles, commerciales ou agricoles, détritiques, ordures ménagères, lubrifiant usagé, débris de démolition, contenant vide et tout matériau de rebut à l'exclusion des déchets miniers;

12° « système de disposition des déchets »: un ensemble d'opérations administratives et techniques assurant d'une manière rationnelle la cueillette, le transport, l'entreposage, le traitement et le dépôt définitif des déchets;

13° « rayonnement »: toute transmission d'énergie sous forme de particules ou d'ondes électromagnétiques avec ou sans production d'ions lors du passage à travers la matière;

14° « onde matérielle »: une ligne ou une surface qui se propage par ébranlement ou par vibration de matière gazeuse, liquide ou solide et comprend, les infrasons (0 à 16 Hertz), les sons (16 Hz à 16 KHz) y compris les ondes de chocs, les ultra-sons (16 KHz à MHz), et tout mouvement oscillatoire mécanique;

15° « champ »: toute zone d'influence, région de l'espace où se manifeste un phénomène déterminé;

16° « plasma »: un état de la matière caractérisé par une désorganisation des atomes à très haute température et pouvant avoir un comportement particulier dans un champ électrique ou magnétique;

17° « agent vecteur d'énergie »: toute source, onde matérielle ou électromagnétique, champ, plasma, pression et toute cause directe ou indirecte de transfert, d'emménagement ou de libération d'énergie;

18° « ministre »: le ministre désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil conformément à l'article 118.

(8) "source of contamination": any activity or condition causing the emission of a contaminant into the environment;

(9) "person": an individual, partnership or company or a corporation other than a municipality;

(10) "municipality": any municipal corporation constituted by or under an act of the Legislature, as well as the Montreal Urban Community, the Québec Urban Community and the Outaouais Regional Community;

(11) "waste": solid or liquid residue from industrial, commercial or agricultural activities, rubbish, household garbage, used lubricant, demolition debris, empty containers and any discarded material, other than mining wastes;

(12) "waste management system": a combination of administrative and technical operations ensuring a rational method of collection, transport, storage, treatment and final deposit of waste;

(13) "ray": any transmission of energy in the form of particles or electromagnetic waves with or without production of ions when they pass through matter;

(14) "material wave": a line or surface which propagates by shock or vibration of gaseous, liquid or solid matter and includes, sub-sonics (0 to 16 Hertz), sounds (16 Hz to 16 KHz) including shock waves, ultra-sonics (16 KHz to MHz), and any mechanical oscillation;

(15) "field": any zone of influence or region of the space where a specified phenomenon is present;

(16) "plasma": a state of matter characterized by disorganization of atoms at a very high temperature and which may exhibit particular behaviour in an electric or magnetic field;

(17) "energy vector": any source, material or electromagnetic wave, field, plasma, pressure and any direct or indirect cause of transfer, storage or liberation of energy;

(18) "Minister": the Minister designated by the Lieutenant-Governor in Council in accordance with section 118.

Régie à cet égard. En outre, une obligation est faite à toute personne exploitant un service d'alimentation en eau à faire périodiquement des relevés et des analyses de la qualité de l'eau conformément aux normes prévues par règlement; de plus nul ne pourra aménager ni exploiter un terrain de camping, un terrain pour roulottes ou une colonie de vacances à moins qu'ils ne soient desservis par un mode d'alimentation en eau approuvé par le Directeur.

Les dispositions relatives à l'assainissement de l'atmosphère (Section V) ont pour objet de confier au ministre la responsabilité de coordonner l'implantation sur le territoire du Québec des postes de détection de la pollution de l'atmosphère, de voir à l'établissement et à l'exploitation d'un système d'alerte et d'un réseau de détection et d'élaborer un plan d'urgence qui pourra être rendu applicable dans toute municipalité par le lieutenant-gouverneur en conseil si ce dernier estime que l'état de pollution de l'atmosphère le justifie. D'autre part des dispositions régissent la vente et l'usage des moteurs et des véhicules automobiles dont le fonctionnement a pour effet d'émettre des contaminants dans l'atmosphère.

Quant à la disposition des déchets (Section VI), le projet impose à toute personne qui établit ou modifie un système de disposition des déchets ou un site d'élimination des déchets l'obligation d'obtenir du Directeur un certificat de conformité avec les normes prévues par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil. Celui qui exploite un tel système ou un tel site devra, de plus, obtenir du Directeur un permis à cet effet; ce permis vaut pour une durée de 2 ans et peut être renouvelé; si son détenteur ne se conforme pas à la loi, aux règlements et, le cas échéant, aux ordonnances du Directeur, ce dernier peut cependant révoquer le certificat ou suspendre ou annuler le permis. Par ailleurs des dispositions portent prohibition d'utiliser pour des fins de construction avant l'expiration d'un délai de 25 ans, sauf permission du Directeur, un site d'élimination des déchets qui est désaffecté, prohibition de déposer des déchets dans un lieu autre qu'un site d'élimination des déchets et, enfin, prohibition d'utiliser, d'offrir en vente ou de vendre tout contenant ou matériau destiné à l'emballage contrairement aux

person operating a water supply service is required to carry out periodical samplings and analyses of the quality of the water in accordance with the standards provided by regulation; also, no one will be allowed to set up or operate a camping ground, a trailer park or a holiday resort unless it is provided with a means of water supply approved by the Director.

The provisions relating to depollution of the atmosphere (Division V) have the object of granting the Minister responsibility for coordinating the installation of stations for the detection of atmospheric pollution, to see to the establishment and operation of an alert system and a detection network, and to draw up an emergency plan that can be applied in any municipality by the Lieutenant-Governor in Council if he considers it warranted by the degree of air pollution. There are also provisions governing the sale and use of engines and motor-vehicles that, when operated, emit contaminants into the atmosphere.

Respecting waste management (Division VI), the bill obliges every person who establishes or alters a waste management system, or a site for the elimination of waste, to obtain a certificate from the Director that it conforms with the standards provided by regulation of the Lieutenant-Governor in Council. A person operating such a system or site will also have to obtain a permit to that effect; the permit will be valid for two years and will be renewable; if the holder of the permit does not comply with the law or the regulations, or with the orders of the Director, as the case may be, the Director will be empowered to cancel the certificate, or to suspend or revoke the permit. Other provisions prohibit the use for construction purposes, before the expiry of 25 years, without the permission of the Director, of a site for the elimination of waste that is no longer in use, prohibit the deposit of waste elsewhere than on a site for the elimination of waste, and, finally, prohibit the use, offering for sale or the sale of any container or wrapping material contrary to the standards and conditions provided by regulation

SECTION II

L'ADMINISTRATION

2. Le ministre a pour fonctions d'élaborer et de proposer au gouvernement une politique de protection de l'environnement, de mettre cette politique en oeuvre et d'en coordonner l'exécution.

Il a aussi pour fonctions de surveiller et de préserver la qualité de l'environnement, de promouvoir son assainissement et de conseiller le gouvernement, ses ministères et organismes en vue de prévenir la détérioration de l'environnement et de protéger les espèces vivantes et les biens.

À ces fins, il peut :

a) coordonner les recherches qui sont faites par les ministères et organismes du gouvernement sur les problèmes de la qualité de l'environnement;

b) exécuter ou faire exécuter des recherches, des études, des enquêtes et des inventaires sur la pollution de l'eau, de l'atmosphère et du sol, sur les méthodes de disposition des déchets de même que sur les moyens de réprimer le bruit sous tous ses aspects;

c) élaborer des plans et programmes d'ensemble de gestion de la qualité de l'environnement et des plans d'urgence destinés à combattre la pollution accidentelle de l'eau, de l'air et du sol;

d) accorder, aux conditions déterminées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, des prêts ou des subventions à des organismes ou à des individus en vue de favoriser la formation d'experts dans les domaines visés par la présente loi;

e) acquérir, construire, implanter et opérer sur toute partie du territoire du Québec, tous les appareils nécessaires à la surveillance de la qualité de l'environnement;

f) publier ou autrement diffuser les données statistiques disponibles relativement à la qualité de l'environnement;

g) obtenir des ministères du gouvernement, de tout organisme qui en relève et des corporations municipales et scolaires tout renseignement nécessaire à l'application de la loi;

h) conclure, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, tout accord

DIVISION II

ADMINISTRATION

2. The functions of the Minister shall be to elaborate and propose to the government a policy for the protection of the environment, to implement such policy and to co-ordinate its application.

His functions shall also be to supervise and preserve the quality of the environment, to promote its depollution and to advise the government, its departments and bodies on the prevention of deterioration of the environment and the protection of living species and of property.

For such purposes, he may :

(a) co-ordinate the research carried out by government departments and bodies on the problems of the quality of the environment;

(b) carry out or cause to be carried out research, studies, inquiries and inventories on the pollution of water, atmosphere and soil, on the methods of waste management and on the means of suppressing noise of all kinds;

(c) elaborate comprehensive plans and programs for the management of the quality of the environment and emergency plans to fight accidental pollution of the water, atmosphere and soil;

(d) grant, on the conditions determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council, loans or subsidies to bodies or individuals to promote the training of experts in the fields contemplated by this act;

(e) acquire, make, instal and operate in any part of the territory of the province of Québec, all apparatus necessary for the supervision of the quality of the environment;

(f) publish or otherwise distribute available statistical data relating to the quality of the environment;

(g) obtain from the departments of the government, any body under their jurisdiction and municipal and school corporations any information necessary for the application of the act;

(h) make, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, any agree-

normes et conditions prévues par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

La section VII du projet porte sur la salubrité des immeubles et des lieux publics. Elle comprend un ensemble de dispositions ayant pour effet de permettre au Directeur ou aux officiers des municipalités selon le cas de surveiller l'application des normes de salubrité et d'hygiène prescrites par le lieutenant-gouverneur en conseil ou par règlement municipal à l'égard de toutes catégories d'immeubles occupés ou destinés à être occupés à des fins résidentielles, récréatives, artistiques, commerciales, industrielles, agricoles, scolaires ou aux fins d'un service offert au public ainsi qu'à l'égard de toute catégorie de véhicules destinés à l'une de ces fins.

Le projet a par ailleurs pour effet d'attribuer au ministre la surveillance et le contrôle des sources de rayonnements, plasmas, champs, ondes matérielles, pressions et tout autre agent vecteur d'énergie utilisé dans un lieu autre qu'un établissement visé par la Loi des services de santé et des services sociaux. Toute personne utilisant ou possédant un agent vecteur d'énergie devra en faire la déclaration au Directeur et en faire usage selon les modalités et normes déterminées par règlement.

Selon le projet, le ministre exercera en outre une fonction de surveillance à l'égard du bruit. À cette fin il sera habilité à construire et exploiter l'équipement nécessaire. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra en outre adopter des règlements pour limiter les bruits abusifs, déterminer les conditions d'utilisation des véhicules moteurs, pièces de machinerie, instruments ou équipements générateurs de bruit et prescrire des normes relatives à l'intensité du bruit.

Le projet attribue à toute personne visée par une décision du Directeur, un droit d'appel à la Commission municipale du Québec, si les motifs de fait ou de droit invoqués au soutien de la décision sont erronés, si la procédure suivie est entachée d'une irrégularité grave ou si la décision n'a pas été rendue avec impartialité.

Enfin, le projet a pour effet d'abroger la Loi de la Régie des eaux. Les pouvoirs administratifs de la Régie sont attribuées au Ministre et au Directeur, et ses pouvoirs quasi-judiciaires, à la Commission municipale de Québec.

of the Lieutenant-Governor in Council.

Division VII of the bill deals with the sanitary condition of public buildings and places. It contains a group of provisions enabling the Director or the municipal officers, as the case may be, to supervise the application of the sanitary and hygienic standards prescribed by the Lieutenant-Governor in Council or by municipal by-law with respect to any class of buildings occupied or intended for occupancy for residential, recreational, artistic, commercial, industrial, agricultural or educational purposes, or for a public service, as well as with respect to any class of vehicles intended for any of such purposes.

Another effect of the bill is to assign to the Minister the supervision and control of sources of radiation, plasmas, fields, material waves, pressure and any other energy vector used in a place other than an establishment contemplated by the Act respecting health services and social services. Any person using or owning an energy vector will be required to declare the fact to the Director, and to use it according to the terms, conditions and standards fixed by regulation.

According to the bill, the Minister will also have a supervisory capacity with respect to noise. To that purpose, he will have the authority to make and operate the necessary equipment. The Lieutenant-Governor will also be empowered to make regulations to limit excessive noise, fix conditions for the use of motor-vehicles, pieces of machinery, instruments or equipment that make noise, and prescribe standards on noise levels.

The bill grants, to any person contemplated by a decision of the Director, a right of appeal to the Québec Municipal Commission, if the factual or legal basis of the decision is false, if the procedure followed is grossly irregular, or if the decision is not impartial.

Finally, the bill repeals the Water Board Act, assigning the administrative powers of the Board to the Minister and the Director, and its quasi-judicial powers to the Québec Municipal Commission.

avec tout gouvernement ou organisme afin de faciliter l'exécution de la présente loi.

[[3. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un Directeur des services de l'environnement et un Directeur adjoint et fixe leur traitement.

Il nomme aussi, conformément à la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14) tous autres fonctionnaires et employés nécessaires à la bonne administration des services de l'environnement.

Les devoirs respectifs de ces fonctionnaires et employés non expressément définis par la loi ou par le lieutenant-gouverneur en conseil, sont déterminés par le ministre.]]

4. Sous la direction du ministre, le Directeur a la surveillance des autres fonctionnaires et employés des services de l'environnement; il en administre les affaires courantes et exerce les autres pouvoirs qui lui sont assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Les ordres du Directeur doivent être exécutés de la même manière que ceux du ministre; son autorité est celle du chef des services de l'environnement et sa signature officielle donne force et autorité à tout document du ressort des services de l'environnement.

Toute copie d'un document faisant partie des archives des services de l'environnement certifiée conforme par le ministre, le Directeur ou le Directeur adjoint, est authentique et a la même valeur que l'original.

5. Le Directeur adjoint remplace le Directeur en cas d'absence temporaire; il exerce en outre les pouvoirs qui lui sont assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

6. Nul acte, document ou écrit ne peut être attribué au Directeur s'il n'est signé par lui, par le Directeur adjoint ou par un fonctionnaire mais uniquement, dans le cas de ce dernier, dans la mesure déter-

ment with any government or body to facilitate the carrying out of this act.

[[3. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint a Director of environment services and an Assistant Director and fix their salaries.

He shall also appoint, in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14) all other functionaries and employees necessary for the proper administration of the environment services.

The respective duties of such functionaries and employees not expressly defined by the act or by the Lieutenant-Governor in Council shall be determined by the Minister.]]

4. Under the direction of the Minister, the Director shall have the supervision of the other functionaries and employees of the environment services; he shall administer their day to day business and exercise the other powers assigned to him by the Lieutenant-Governor in Council.

The orders of the Director shall be carried out in the same manner as those of the Minister; his authority shall be that of the head of the environment services and his official signature shall give force and authority to any document within the jurisdiction of the environment services.

Any copy of a document forming part of the records of the environment services certified to be true by the Minister, the Director or the Assistant Director shall be authentic and have the same validity as the original.

5. The Assistant Director shall replace the Director if he is temporarily absent; he shall also exercise the powers assigned to him by the Lieutenant-Governor in Council.

6. No deed, document or writing shall be attributed to the Director unless it is signed by him, by the Assistant Director or by a functionary and only, as regards the latter, to the extent determined by

minée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

regulation of the Lieutenant-Governor in Council published in the *Québec Official Gazette*.

SECTION III

LE CONSEIL CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT

7. Un organisme d'étude et de consultation ci-après appelé « le conseil » est institué sous le nom, en français, de « Conseil consultatif de l'environnement » et, en anglais, de « Advisory Council on the Environment ».

8. Le Conseil doit donner son avis au ministre sur toute question que celui-ci lui soumet relativement aux sujets visés par la présente loi.

Il peut aussi, avec l'approbation du ministre, entreprendre l'étude de toute question relative à la qualité de l'environnement.

Il peut recevoir et entendre les requêtes et suggestions des individus et des groupes sur toute question visée par la présente loi.

9. Le Conseil doit communiquer au ministre les constatations qu'il a faites et les conclusions auxquelles il arrive et lui faire les recommandations qu'il juge appropriées.

Le ministre est tenu de rendre publiques les études du Conseil.

10. Le Conseil se compose d'un président et de dix membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

11. Le président du Conseil est nommé pour une durée de cinq ans et les autres membres pour une durée de deux ans.

Le mandat des membres ne peut être renouvelé consécutivement qu'une fois.

12. Les membres du Conseil demeurent en fonction, notwithstanding l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

La charge d'un membre du Conseil devient vacante s'il s'absente de quatre séances consécutives.

DIVISION III

ADVISORY COUNCIL ON THE ENVIRONMENT

7. A body for study and consultation hereinafter called "the Council" is established under the name of "Advisory Council on the Environment" in English and "Conseil consultatif de l'environnement" in French.

8. The Council shall advise the Minister on any question that he submits to him respecting the matters contemplated by this act.

It may also, with the approval of the Minister, undertake the study of any question pertaining to the quality of the environment.

It may receive and hear the petitions and suggestions of individuals and groups on any question contemplated by this act.

9. The Council must communicate to the Minister the findings it has made and the conclusions it has reached and make to him the recommendations it considers expedient.

The Minister must make public the studies of the Council.

10. The Council shall be composed of a chairman and ten members appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

11. The chairman of the Council shall be appointed for a term of five years and the other members for a term of two years.

The term of office of the members may be renewed consecutively only once.

12. The members of the Council shall remain in office, notwithstanding the expiry of their term, until reappointed or replaced.

The office of a member of the Council shall become vacant if he is absent from four consecutive sittings.

[[13. Le président du Conseil en dirige les activités; il prépare l'ordre du jour des séances du Conseil, les convoque et les préside; il coordonne les travaux du Conseil et en assure la continuité, veille à la préparation des dossiers et fournit aux membres du Conseil les renseignements relatifs aux questions à étudier. Il assure, de plus, la liaison entre le Conseil et les services de l'environnement.

Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe les honoraires, allocations ou le traitement du Président qui doit s'occuper exclusivement du travail du Conseil et des devoirs de sa fonction.]]

[[14. Les membres du Conseil autres que le Président sont indemnisés de ce qu'il leur en coûte pour assister aux séances du Conseil et reçoivent une allocation de présence fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.]]

[[15. Le secrétaire ainsi que les autres fonctionnaires et employés du Conseil sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).]]

16. Le secrétariat du Conseil est dans le territoire de la Communauté urbaine de Québec.

Le Conseil peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.

17. Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du Président, il est remplacé par le vice-président lequel est désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil parmi les membres du Conseil.

18. Le Conseil peut adopter des règlements pour sa régie interne; ces règlements doivent, pour avoir effet, être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

19. Le Conseil doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, transmettre au ministre qui le communique à l'Assemblée nationale, un rapport de ses activités pour l'année financière précédente.

[[13. The chairman of the Council shall direct its activities; he shall prepare the agenda of the sittings of the Council and call and preside over them; he shall co-ordinate the work of the Council and ensure its continuity, see that the files are prepared, and give the members of the Council information relating to the questions to be studied. He shall also ensure co-operation between the Council and the environment services.

The Lieutenant-Governor in Council shall fix the fees, allowances or salary of the chairman who must devote his full time to the work of the Council and the duties of his office.]]

[[14. The members of the Council other than the chairman shall be indemnified for their expenses in attending sittings of the Council and shall receive an attendance allowance fixed by the Lieutenant-Governor in Council.]]

[[15. The secretary and the other functionaries and employees of the Council shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).]]

16. The secretariat of the Council shall be situated in the territory of the Québec Urban Community.

The Council may hold its sittings at any place in the province of Québec.

17. If the chairman is absent or unable to act, he shall be replaced by the vice-chairman, who shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council from among the members of the Council.

18. The Council may make by-laws for its internal management; to have effect, such by-laws shall be approved by the Lieutenant-Governor in Council.

19. The Council, not later than the 30th of June each year, shall send to the Minister, who shall communicate it to the National Assembly, a report of its activities for the preceding fiscal year.

SECTION IV

LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

20. Nul ne doit émettre, déposer, dégager ou rejeter ni permettre l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet dans l'environnement, d'un contaminant au-delà de la quantité ou de la concentration prévue par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

La même prohibition s'applique à l'émission, au dépôt, au dégagement ou au rejet de tout contaminant, dont la présence dans l'environnement est prohibée par règlement ou est susceptible de porter atteinte à la santé des personnes, de porter préjudice à la vie des animaux ou des plantes ou de causer des dommages à la propriété.

21. Toute personne responsable de la présence accidentelle dans l'environnement d'un contaminant visé à l'article 20 doit en aviser le Directeur sans délai.

22. Nul ne peut ériger ou modifier une construction, utiliser un procédé industriel ni augmenter la production d'un bien ou d'un service s'il est susceptible d'en résulter une émission, un dépôt, un dégagement ou un rejet de contaminants dans l'environnement, à moins d'obtenir du Directeur un certificat d'approbation des plans et devis de construction ou du projet d'utilisation du procédé industriel ou du projet d'augmentation de la production.

La demande d'approbation doit contenir une description de la chose ou de l'activité visée, indiquer sa localisation précise et comprendre une évaluation détaillée conformément aux règlements du lieutenant-gouverneur en conseil, de la quantité ou de la concentration prévue de contaminants à être émis, déposés, dégagés ou rejetés dans l'environnement par l'effet de l'activité projetée.

Le Directeur peut en outre exiger du requérant toute information supplémentaire qu'il juge pertinente à l'objet de la demande.

23. Le Directeur doit, avant de donner son approbation à une demande faite en vertu de l'article 22, s'assurer que

DIVISION IV

PROTECTION OF THE ENVIRONMENT

20. No person may emit, deposit, issue or discharge or allow the emission, deposit, issuance or discharge into the environment of a contaminant in a greater quantity or concentration than that provided for by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

The same prohibition applies to the emission, deposit, issuance or discharge of any contaminant the presence of which in the environment is prohibited by regulation or is likely to affect the health of persons, to impair the life of animals or plants or to cause damage to property.

21. Every person responsible for the accidental presence in the environment of a contaminant contemplated in section 20 must advise the Director of it without delay.

22. No person may erect or alter a structure, use an industrial process or increase the production of any goods or services if it seems likely that these will result in an emission, deposit, issuance, or discharge of contaminants into the environment, unless he obtains from the Director a certificate of approval of the plans and specifications of the structure or project using an industrial process or of the project to increase production.

The application for approval must contain a description of the apparatus or activity contemplated, indicate its precise location and include a detailed evaluation in accordance with the regulations of the Lieutenant-Governor in Council of the quantity or concentration of contaminants expected to be emitted, deposited, issued or discharged into the environment through the proposed activity.

The Director may also require from the applicant any additional information which he considers pertinent to the object of the application.

23. The Director shall, before giving his approval to an application made under section 22, ascertain that the emission,

l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet de contaminants dans l'environnement sera conforme à la loi et aux règlements. Il peut, à cette fin exiger toute modification du plan ou du projet soumis.

24. Lorsqu'il constate la présence dans l'environnement d'un contaminant visé à l'article 20, le Directeur peut ordonner à toute personne responsable de la source de contamination de cesser définitivement ou temporairement ou de limiter, selon la mesure qu'il détermine, l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet de ce contaminant.

Une telle ordonnance est cependant sans effet si le Directeur n'a pas au moins quinze jours au préalable signifié à la personne responsable de la source de contamination, un avis des motifs de la décision et de la date à laquelle elle doit avoir effet, une notification à l'effet que cette personne peut lui faire toutes les représentations qu'elle jugera utiles jusqu'à cette date, de même qu'une copie de tout rapport d'analyse, rapport d'étude ou autre rapport technique considéré par lui aux fins de l'ordonnance projetée.

25. Le Directeur peut nonobstant l'article 24, ordonner, sans préavis, à toute personne responsable d'une source de contamination de cesser ou de diminuer dans la mesure qu'il détermine, l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet d'un contaminant lorsqu'à son avis il en résulte un danger immédiat pour la vie ou la santé des personnes ou un danger de dommage irréparable à une propriété.

Cette ordonnance doit contenir l'énoncé des motifs du Directeur. Elle prend effet à la date de sa signification à la personne responsable de la source de contamination.

26. Le Directeur peut, lorsqu'il l'estime nécessaire pour assurer la protection ou l'assainissement de l'environnement, ordonner à une personne responsable d'une source de contamination d'utiliser tout appareil qu'il indique aux fins de réduire ou d'éliminer l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet d'un contaminant.

deposit, issuance or discharge of contaminants into the environment will be in accordance with the act and regulations. He may, for that purpose, require any alteration in the plan or project submitted.

24. When he ascertains the presence in the environment of a contaminant contemplated in section 20, the Director may order any person responsible for the source of contamination to cease finally or temporarily or to limit, to the extent that he determines, the emission, deposit, issuance or discharge of such contaminant.

Such order shall however be without effect if the Director has not at least fifteen days previously served upon the person responsible for the source of contamination, notification of the reasons for the decision and the date on which it must have effect, a notice that such person may make all representations to him which he considers expedient until that date, and a copy of any analysis, study or other technical report considered by him for the proposed order.

25. The Director may notwithstanding section 24 order, without previous notice, any person responsible for a source of contamination to cease or abate to the extent that he determines, the emission, deposit, issuance or discharge of a contaminant when in his opinion an immediate danger results to the life or health of persons or a danger of irreparable damage to property.

Such order must contain a summary of the reasons of the Director. It shall take effect on the date of its service upon the person responsible for the source of contamination.

26. The Director may, when he considers it necessary to ensure the protection or sanitary condition of the environment, order a person responsible for a source of contamination to use any apparatus which he indicates to abate or eliminate the emission, deposit, issuance or discharge of a contaminant.

27. Le ministre peut, après enquête, ordonner à une municipalité d'exercer les pouvoirs que lui confère la présente loi de même que toute loi générale ou spéciale relativement à la qualité de l'environnement.

Lorsque pour se conformer à une ordonnance du ministre, une municipalité est obligée de faire des travaux, elle est autorisée à contracter un emprunt qui ne requiert pas d'autre approbation que celles du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale du Québec.

Avant d'émettre à l'égard d'une municipalité une ordonnance dont l'exécution comporte pour cette dernière des dépenses, le Directeur doit consulter le ministre des affaires municipales.

28. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour:

- a) classer les contaminants et les sources de contamination;
- b) soustraire des catégories de contaminants ou de sources de contamination à l'application de la présente loi;
- c) prohiber, limiter et contrôler les sources de contamination de même que l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet dans l'environnement de toute catégorie de contaminants pour l'ensemble ou une partie du territoire du Québec;
- d) déterminer pour toute catégorie de contaminants une quantité ou une concentration maximale permmissible d'émission, de dépôt, de dégagement ou de rejet dans l'environnement;
- e) définir des normes de qualité de l'environnement ou de l'une de ses parties pour l'ensemble ou une partie du territoire du Québec;
- f) déterminer les modalités selon lesquelles une demande de certificat d'approbation de plans et devis ou de projets doit être faite au Directeur en vertu des articles 22 et 23, classer à cette fin les constructions et les procédés industriels et, le cas échéant, soustraire certaines catégories de constructions à l'application de la présente loi;
- g) déterminer la forme et la teneur de tout certificat d'approbation émis par le Directeur en vertu de la présente loi et fixer les honoraires exigibles pour sa délivrance.

27. The Minister may, after inquiry, order a municipality to exercise the powers conferred on it by this act as well as by any general law or special act relating to the quality of the environment.

When, to comply with an order of the Minister, a municipality is obliged to carry out work, it may contract a loan requiring no other approvals than those of the Minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission.

Before issuing an order regarding a municipality that entails expenditures by the municipality, the Director shall consult the Minister of Municipal Affairs.

28. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations to:

- (a) classify contaminants and sources of contamination;
- (b) withdraw classes of contaminants or sources of contamination from the application of this act;
- (c) prohibit, limit and control sources of contamination as well as the emission, deposit, issuance or discharge into the environment of any class of contaminants or throughout all or part of the territory of the province of Québec;
- (d) determine for any class of contaminants a maximum permissible quantity or concentration of emission, deposit, issuance or discharge into the environment;
- (e) define standards for the quality of the environment or any of its parts throughout all or part of the territory of the province of Québec;
- (f) determine the terms and conditions whereby an application for a certificate of approval of plans and specifications or projects must be made to the Director under sections 22 and 23, classify for that purpose the structures and industrial processes and, as the case may be, withdraw certain classes of structures from the application of this act;
- (g) determine the form and tenor of any certificate of approval issued by the Director under this act and fix the fees exigible for its issue.

SECTION IV

LA QUALITÉ DE L'EAU ET LA DISPOSITION
DES EAUX USÉES

29. Aucune municipalité ou personne ne peut établir un aqueduc, une prise d'eau d'alimentation, des appareils pour la purification de l'eau, ni procéder à l'exécution de travaux d'égout ou à l'installation de dispositifs pour le traitement des eaux usées avant d'en avoir soumis les plans et devis au Directeur et d'avoir obtenu son autorisation.

Cette autorisation est également requise pour les travaux de reconstruction, d'extension d'installations anciennes et de raccordements entre les conduites d'un système public et celles d'un système privé.

En outre, une personne ne peut exploiter un système d'aqueduc ou d'égout à moins d'avoir obtenu du Directeur un permis à cet effet; ce dernier peut, lorsqu'il le juge à propos dans l'intérêt public, modifier ou annuler ce permis.

Lorsqu'il existe dans le territoire d'une municipalité un système d'aqueduc autorisé par le Directeur, celui-ci ne peut, sans avis au propriétaire, y permettre la construction ou l'extension d'un aqueduc municipal.

Une personne ne peut cesser d'exploiter, aliéner, louer ou disposer autrement que par succession d'un système d'aqueduc ou d'égout sans la permission écrite du Directeur.

30. Nul ne peut aménager ni exploiter un terrain de camping, un terrain pour roulottes ou une colonie de vacances à moins qu'ils ne soient desservis par un système d'aqueduc et un système d'égout approuvés par le Directeur ou que ce dernier n'ait autorisé un autre mode d'alimentation en eau et de disposition des eaux usées.

31. Le Directeur peut rendre à l'égard d'une personne exploitant un système d'aqueduc ou d'égout les ordonnances qu'il juge appropriées relativement à la qualité du service, à l'extension du système, aux rapports à faire, au mode d'exploitation,

DIVISION IV

QUALITY OF WATER AND DISPOSAL
OF WASTE WATER

29. No municipality or person may establish waterworks, a water supply intake or water purification appliances or carry out work respecting sewers or the installation of devices for the treatment of used water before submitting the plans and specifications to the Director and obtaining his authorization.

Such authorization shall also be required for work on reconstruction, extension of old installations and connections between the conduits of a public system and those of a private system.

Moreover, a person shall not operate a waterworks or sewer system unless he has obtained from the Director a permit for that purpose; the Director may, when he considers it expedient in the public interest, alter or cancel such permit.

When there is in the territory of a municipality a waterworks system authorized by the Director, he shall not, without notice to the owner, allow the construction or extension of any municipal waterworks therein.

A person shall not cease to operate, alienate, lease or dispose of a waterworks or sewer system otherwise than by succession, without the permission in writing of the Director.

30. No person may set up or operate a camping ground, trailer park or holiday camp unless it is served by a waterworks system and sewer system approved by the Director or the latter has authorized another mode of water supply and of disposal of used water.

31. The Director may make with respect to a person operating a waterworks or sewer system such orders as he considers appropriate respecting the quality of service, the extension of the system, the reports to be made, the mode of operation,

aux taux et à toutes autres matières relevant de son pouvoir de surveillance et de contrôle.

À l'égard d'une municipalité, le Directeur exerce les pouvoirs visés à l'alinéa précédent :

a) pour la partie seulement de son système d'aqueduc ou d'égout qui est exploitée en dehors de ses limites;

b) lorsqu'elle vend de l'eau ou fournit un service d'égout à une autre municipalité ou à une personne qui exploite un système d'aqueduc ou d'égout. À défaut d'entente entre les intéressés, les taux sont fixés par la Commission municipale.

À la requête d'un intéressé, la Commission municipale peut annuler ou modifier un contrat ou règlement relatif à un aqueduc, si le requérant établit que les conditions en sont abusives. À l'égard de toute municipalité desservie par l'aqueduc de la Ville de Montréal, ce pouvoir peut être exercé nonobstant toute disposition inconciliable de la charte de cette ville ou de la Communauté urbaine de Montréal.

32. Lorsque, après enquête faite par le Directeur, de sa propre initiative ou à la demande d'un intéressé, il a été établi que des services d'aqueduc ou d'égout devraient être en commun, par suite de nécessité ou d'avantage, entre deux ou plusieurs municipalités ou parties de municipalités distinctes, le Directeur peut prescrire les mesures nécessaires.

Il peut en particulier ordonner :

1° que l'exécution, l'entretien et l'exploitation des ouvrages soient faits en commun par toutes les municipalités intéressées ou en tout ou en partie par une seule municipalité, ou

2° que les ouvrages existants dans une ou plusieurs de ces municipalités soient utilisés ou

3° que le service soit fourni en tout ou en partie par une municipalité à l'autre ou aux autres.

La Commission municipale peut, dans tous ces cas, établir le coût et la répartition du coût des ouvrages et des frais d'entretien et d'exploitation et le mode de paiement ou fixer l'indemnité, périodique ou non, payable pour l'usage des ouvrages ou

the rates and any other matters pertaining to his power of supervision and control.

As regards a municipality, the Director shall exercise the powers contemplated in the preceding paragraph :

(a) for that part only of its waterworks or sewer system which is operated outside its limits;

(b) when it sells water or supplies a sewer service to another municipality or to a person who operates a waterworks or sewer system. Failing agreement between the interested parties, the rates shall be fixed by the Municipal Commission.

Upon the application of an interested party, the Municipal Commission may cancel or alter a contract or regulation relating to a waterworks, if the applicant establishes that the conditions are abusive. In respect of any municipality served by the waterworks of the City of Montreal, such power may be exercised notwithstanding any inconsistent provision of the charter of that city or of the Montreal Urban Community.

32. When, after inquiry made by the Director, on his own initiative or upon the application of an interested party, it has been established that the waterworks or sewer services should be in common, as a result of necessity or advantage, between two or more municipalities or parts of separate municipalities, the Director may prescribe the necessary measures.

He may in particular order :

(1) that the carrying out, maintenance and operation of the works be made jointly by all the municipalities concerned or in whole or in part by a single municipality, or

(2) that the works in one or more of such municipalities be used, or

(3) that the service be furnished in whole or in part by one municipality to the other or others.

The Municipal Commission may, in all such cases, establish the cost and apportionment of the cost of the works and the maintenance and operating costs and the mode of payment or fix the indemnity, periodic or not, payable for the use of the

pour le service fourni par une municipalité.

33. Toute municipalité peut, par règlement approuvé par le ministre, conclure avec une ou plusieurs autres municipalités une entente pour l'exécution de travaux de construction d'aqueducs, d'égouts ou d'usines de traitement d'eaux.

Un tel règlement, lorsqu'il est approuvé, ne peut être modifié ou abrogé sans l'autorisation du ministre.

Telle entente peut prévoir la constitution d'un comité intermunicipal, lequel peut être chargé d'exécuter des travaux.

34. Le Directeur peut, après enquête, obliger, dans la mesure où il le juge nécessaire, toute personne à construire, agrandir, rénover un système d'aqueduc, d'égout, de traitement ou de pré-traitement des eaux ou à le raccorder à un réseau municipal.

Il peut de plus annuler toute autorisation accordée, en vertu de l'article 29, lorsque les modalités et les conditions d'exploitation de tout système ne sont pas conformes aux normes établies par le lieutenant-gouverneur en conseil.

35. Dans le cas où une ordonnance est émise en vertu de l'article 34 à l'effet d'annuler une autorisation, il ne peut être perçu des contribuables ou bénéficiaires du système aucune taxe, droit, honoraires, redevance établis pour les fins dudit système.

36. Une municipalité obligée de faire des travaux en vertu des articles 31, 32 ou 33 est autorisée à contracter un emprunt par règlement qui ne requiert pas d'autres approbations que celles du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale du Québec.

37. Toute municipalité peut, avec l'autorisation du Directeur acquérir de gré à gré ou par expropriation des sources d'approvisionnement d'eau et autres immeubles situés en dehors de son territoire et requis pour la construction d'un système d'aqueduc ou d'égout ou l'établissement d'une usine de traitement d'eaux.

works or for the service furnished by a municipality.

33. Every municipality may, by regulation approved by the Minister, make an agreement with one or more other municipalities for the carrying out of construction work on waterworks, sewers or water treatment plants.

Such regulation, when approved, shall not be amended or repealed without the authorization of the Minister.

Such agreement may provide for the establishing of an intermunicipal committee, which may be entrusted with carrying out the work.

34. The Director may, after inquiry, oblige, to the extent that he considers necessary, any person to build, enlarge or renovate a system of waterworks, sewers, water treatment or pre-treatment, or to connect it with a municipal network.

He may also cancel any authorization granted, under section 29, when the terms and conditions of operating any system are not in accordance with the standards established by the Lieutenant-Governor in Council.

35. In the case where an order is issued under section 34 to cancel an authorization, no tax, duty, fees or dues established for the purposes of the system shall be collected from the ratepayers or beneficiaries of the said system.

36. A municipality obliged to do work under sections 31, 32 or 33 is authorized to contract a loan by by-law requiring no other approvals than those of the Minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission.

37. Every municipality may with the authorization of the Director acquire by agreement or expropriation sources of water supply and other immoveables situated outside its territory required for the construction of a waterworks or sewer system or the establishment of a water treatment plant.

38. Lorsqu'une personne détenant un permis du Directeur pour l'exploitation d'un aqueduc, un égout ou d'une usine de traitement des eaux ne peut acquérir à l'amiable une source d'approvisionnement d'eau ou un immeuble pour son exploitation, elle peut, avec l'autorisation du Directeur, exproprier cette source ainsi que les immeubles requis pour y installer les bâtiments et machineries nécessaires.

39. Toute municipalité, sujette à l'approbation du ministre et aux conditions qu'il détermine, peut accorder à une personne un privilège exclusif dont la durée ne peut excéder 25 ans pour l'établissement et l'exploitation d'une usine de traitement d'eaux.

Elle peut aussi acquérir de gré à gré ou par expropriation dans son territoire ou, avec l'autorisation du ministre en dehors de celui-ci, les immeubles nécessaires à la construction ou à l'exploitation de cette usine par le concessionnaire et lui vendre ou louer ces immeubles et servitudes.

Le règlement concédant le privilège exclusif ainsi que le contrat entre la municipalité et le concessionnaire, requièrent l'approbation du ministre chargé de l'application de la présente loi et du ministre des affaires municipales.

40. Tout propriétaire ou exploitant d'un système d'aqueduc, d'égout ou de traitement des eaux qui n'a pas obtenu en vertu de toute loi antérieure un permis d'exploitation doit, dans les douze mois de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, soumettre au Directeur une demande de permis d'exploitation.

41. Toute personne ou toute municipalité qui exploite un système d'aqueduc doit faire des relevés de la qualité de l'eau de consommation en faire faire l'analyse et en transmettre au Directeur les résultats selon la fréquence et les modalités déterminées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil. Dans le cas d'une municipalité où il n'existe pas de système d'aqueduc ces relevés et analyses doivent être faits et les résultats doivent être transmis par la municipalité selon les normes prévues par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

38. When a person holding a permit of the Director for the operation of a waterworks, sewer or water treatment plant cannot acquire by agreement a source of water supply or an immovable for its operations, he may, with the authorization of the Director, expropriate such source and the immovables required for the installation of the necessary buildings and machinery there.

39. Every municipality, subject to the approval of the Minister and on the conditions which he determines, may grant to a person an exclusive privilege the term of which shall not exceed 25 years to establish and operate a water treatment plant.

It may also acquire by agreement or expropriation within its territory or, with the authorization of the Minister, outside of it, the immovables necessary for the construction or operation of such plant by the grantee and sell or lease him such immovables and servitudes.

The by-law granting the exclusive privilege and the contract between the municipality and the grantee shall require the approval of the Minister entrusted with the application of this act and that of the Minister of Municipal Affairs.

40. Every owner or operator of a waterworks, sewer or water treatment system who has not obtained, under any former law, an operating permit must, within twelve months from the date of the coming into force of this act, submit to the Director an application for an operating permit.

41. Any person or municipality operating a waterworks system shall sample the drinking water, have it analysed and send the results to the Director as often and in such manner as determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council. If a municipality has no waterworks system, the samples shall be taken, and the analyses made, and the results sent by the municipality as provided by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

42. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour:

a) classer les eaux;
b) définir des normes de qualité et de température de l'eau selon ses différents usages pour l'ensemble ou une partie du territoire du Québec;

c) déterminer, pour toute catégorie de contaminant, la quantité ou la concentration maximale dont le rejet est permis dans l'eau soit pour l'ensemble du territoire soit pour une région, une rivière, un lac ou une étendue d'eau souterraine;

d) déterminer les conditions d'exploitation de toute source d'alimentation en eau et des normes de qualité pour tout service d'alimentation en eau;

e) déterminer les méthodes de relevés et d'analyses de l'eau de consommation visées à l'article 41 et les modalités de transmission au Directeur;

f) prohiber ou limiter le déversement, dans tout système d'égout, de toute matière qu'il juge nuisible;

g) déterminer le mode de disposition des eaux usées;

h) déterminer, en ce qui concerne la qualité des eaux minérales, des conditions de leur exploitation et de leur distribution;

i) régir la production, la vente, la distribution et l'usage de tout appareil de purification de l'eau et de tout produit ou matériau destiné à l'établissement ou à l'exploitation d'un système d'aqueduc, d'égout ou de traitement des eaux;

j) prescrire, relativement à toute embarcation à moteur, des normes sur l'échappement d'huile ou d'essence, sur la disposition des déchets et sur les cabinets d'aisance;

k) prohiber ou limiter l'utilisation pour des fins de plaisance, des rivières ou des lacs par des embarcations à moteurs afin de protéger la qualité de l'eau;

l) déterminer la manière selon laquelle doivent être établies, maintenues ou modifiées les décharges des lacs, afin d'assurer le respect des normes de la qualité de l'eau.

Un projet des règlements adoptés en vertu du présent article est publié par le ministre dans la *Gazette officielle du Québec* avec avis qu'à l'expiration des soixante jours suivant cette publication, ils seront soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil.

42. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations to:

(a) classify waters;

(b) define the standards for the quality and temperature of water according to its different uses for all or part of the territory of the province of Québec;

(c) determine, for every class of contaminant, the maximum quantity or concentration the discharge of which is allowed into water either for all the territory or for a region, river, lake or underground water area;

(d) determine the conditions for operating any source of water supply and the standards of quality for any water supply service;

(e) determine the methods of sampling and analysis of drinking water contemplated in section 41 and the mode of sending the results to the Minister;

(f) prohibit or limit the pouring into any sewer system of any matter that he considers harmful;

(g) determine the mode of disposal of waste water;

(h) determine, with respect to the quality of mineral water, the conditions for its operation and distribution;

(i) regulate the production, sale, distribution and use of any water purification device and any product or material for establishing or operating a waterworks, sewer or water treatment system;

(j) prescribe, as regards any motor boat, standards for the leakage of oil or gasoline, for the disposal of waste, and for toilets;

(k) prohibit or limit for purposes of pleasure the use of rivers or lakes by motor boats so as to protect the quality of the water;

(l) determine the manner in which discharges from lakes must be established, maintained or altered to ensure the respect of standards for the quality of the water.

A draft of the regulations made under this section shall be published by the Minister in the *Québec Official Gazette* with a notice that upon the expiry of the sixty days following such publication, they shall be submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council.

SECTION V

L'ASSAINISSEMENT DE L'ATMOSPHÈRE

43. Le ministre coordonne l'implantation sur tout le territoire du Québec, des postes de détection de la pollution de l'atmosphère. Il est de plus chargé de voir à l'établissement et à l'exploitation d'un système d'alerte et d'un réseau de détection de la pollution de l'atmosphère; il peut acquérir, construire et implanter lui-même tout appareil de mesure de la qualité de l'atmosphère et acquérir de gré à gré ou par expropriation tout immeuble nécessaire à cette fin.

44. Le ministre est chargé d'élaborer un plan d'urgence comprenant un ensemble de mesures applicables aux responsables de sources de contamination en cas de pollution de l'atmosphère. Un tel plan peut dans une municipalité être rendu applicable totalement ou partiellement par le lieutenant-gouverneur en conseil lorsque ce dernier estime que l'état de pollution de l'atmosphère le justifie. Toute personne et toute municipalité visées doivent alors prendre nonobstant toute loi générale ou spéciale incompatible, toutes les mesures prescrites par le Directeur conformément à ce plan.

45. Nul ne peut offrir en vente, exposer ni vendre un moteur ou un véhicule automobile dont le fonctionnement a pour effet d'émettre dans l'atmosphère un contaminant au-delà des normes prévues par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

46. Nul ne peut utiliser ni permettre l'utilisation d'un moteur ou d'un véhicule automobile faisant partie d'une catégorie pour laquelle le lieutenant-gouverneur en conseil prescrit par règlement comme condition d'utiliser la mise en place d'un appareil destiné à réduire l'émission de contaminants dans l'atmosphère, sans que le moteur ou le véhicule automobile ne soit muni d'un tel appareil.

47. Tout propriétaire d'un véhicule automobile, constituant une source possible de contamination de l'atmosphère, doit

DIVISION V

DEPOLLUTION OF THE ATMOSPHERE

43. The Minister shall coordinate the establishment, throughout the territory of the province of Québec, of air pollution monitoring stations. He shall also see to the establishment and operation of an alert system and an air pollution monitoring system; he may acquire, make and install any apparatus to measure the quality of the atmosphere and acquire by agreement or expropriation any immovable necessary for that purpose.

44. The Minister shall formulate an emergency plan containing comprehensive measures applicable to those responsible for sources of contamination in case of air pollution. Such plan may in a municipality be made applicable in whole or in part by the Lieutenant-Governor in Council when he considers that the degree of air pollution warrants it. Any person and municipality contemplated must then, notwithstanding any inconsistent general law or special act, take all the measures prescribed by the Director in accordance with that plan.

45. No person may offer for sale, exhibit or sell an engine or motor vehicle the operation of which has the effect of emitting into the air a contaminant over and above the standards prescribed by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

46. No person may use or permit the use of an engine or motor vehicle forming part of a class for which the Lieutenant-Governor in Council prescribes by regulation, as a condition of use, the installation of an apparatus to reduce the emission of contaminants into the atmosphere, unless the engine or motor vehicle is provided with such apparatus.

47. Every owner of a motor vehicle that is a potential source of contamination of the atmosphere must ensure its main-

en assurer l'entretien conformément aux normes prévues par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

48. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour :

a) classer les véhicules-automobiles et les moteurs afin d'en réglementer l'usage et soustraire certaines catégories à l'application de la présente loi et des règlements;

b) prohiber ou limiter l'usage de certaines catégories de véhicules-automobiles ou de moteurs afin de prévenir ou de réduire l'émission de polluants dans l'atmosphère;

c) déterminer la manière selon laquelle il peut être fait usage de certaines catégories de véhicules-automobiles ou de moteurs, la façon de les entretenir et prescrire, le cas échéant, l'installation de dispositifs de purification conformes aux spécifications qu'il détermine et pourvoir à l'inspection de ces dispositifs.

d) réglementer la qualité des combustibles qui sont utilisés pour des fins de chauffage domestique pour les fins industrielles ou pour des fins d'incinération;

e) déterminer les méthodes d'incinération et leurs conditions d'utilisation.

SECTION VI

LA DISPOSITION DES DÉCHETS

49. Nul ne peut établir ou modifier un système ou une partie d'un système de disposition des déchets ni un site d'élimination des déchets sans avoir obtenu du Directeur un certificat attestant de la conformité du système ou du site projeté avec les normes prévues par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

50. Nulle personne ne peut exploiter un système de disposition des déchets, une partie d'un tel système ou un site d'élimination des déchets sans avoir obtenu du Directeur un permis à cet effet qui est accordé aux conditions déterminées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil. Il vaut pour une durée de deux ans et peut être renouvelé.

À moins que le ministre, pour des motifs d'intérêt public ne l'en dispense par

tenance in accordance with the standards provided for by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

48. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations to:

(a) classify motor vehicles and engines to regulate their use and withdraw certain classes from the application of this act and the regulations;

(b) prohibit or limit the use of certain classes of motor vehicles or engines to prevent or to reduce the emission of air pollutants;

(c) determine the manner in which certain classes of motor vehicles or engines may be used, the manner of maintaining them and prescribe, as the case may be, the installation of purification devices in accordance with the specifications which he determines and provide for the inspection of such devices.

(d) regulate the quality of fuels used for domestic heating, industrial purposes or incineration;

(e) determine methods of incineration and their conditions of use.

DIVISION VI

WASTE MANAGEMENT

49. No person may establish or alter a system or part of a system of waste management or a site for elimination of waste without obtaining from the Director a certificate attesting that the system or proposed site complies with the standards provided for by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

50. No person may operate a waste management system, a part of such system or a site for elimination of waste without obtaining from the Director a permit for that purpose which is granted on the conditions determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council. It shall be valid for a term of two years and may be renewed.

Unless the Minister for reasons of public interest dispenses him therefrom

écrit, le requérant doit établir que sa demande ne contrevient à aucun règlement municipal. Il doit, de plus fournir les garanties déterminées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

51. Lorsqu'une demande de permis pour un site d'élimination de déchets contrevient à un règlement municipal le ministre peut ordonner la tenue d'une enquête par le Directeur aux fins de déterminer si le site projeté devrait être exempté de l'application du règlement municipal.

Le Directeur, doit après avoir reçu les représentations de tous les intéressés, donner par écrit au ministre un avis motivé.

Le ministre, après avoir reçu cet avis peut dispenser le requérant de l'application du règlement municipal. Sa décision est alors finale et sans appel.

52. Nonobstant toute loi générale ou spéciale, tout règlement ou toute résolution d'une municipalité relative à un système, à une partie d'un système de disposition des déchets ou à un site d'élimination des déchets établis ou modifiés en contravention des dispositions des articles 49 et 50 est nulle et sans effet.

53. Lorsqu'il constate qu'un système de disposition des déchets, une partie d'un tel système ou un site d'élimination des déchets n'est pas exploité conformément à la loi et aux normes déterminées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, le Directeur peut ordonner à l'exploitant de prendre les mesures nécessaires pour que le système ou le site soit exploité conformément à la loi et aux règlements.

Si l'exploitant ne se conforme pas à une telle ordonnance dans le délai imparti, le Directeur peut révoquer son certificat ou suspendre ou révoquer son permis s'il s'agit d'une personne. Il peut, de plus, dans tous les cas faire exécuter aux frais de l'exploitant, les travaux nécessaires pour rendre le système ou le site conformes à la loi ou au règlement.

in writing, the applicant must establish that his application does not contravene any municipal by-law. He must also give the guarantees determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

51. When an application for a permit for a site for elimination of waste contravenes a municipal by-law, the Minister may order that an inquiry be held by the Director to determine whether the proposed site should be exempt from the application of the municipal by-law.

The Director shall, after receiving representations from all the parties concerned, give in writing to the Minister a notice stating the reasons on which it is based.

The Minister, after receiving such notice, may dispense the applicant from the application of the municipal by-law. His decision shall then be final and without appeal.

52. Notwithstanding any general law or special act, any by-law or resolution of a municipality relating to a system or part of a system of waste management or a site for elimination of waste established or altered in contravention of sections 49 and 50 shall be null and without effect.

53. When he ascertains that a waste management system, part of such system or a site for elimination of waste is not operated according to law and the standards determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council, the Director may order the operator to take the steps necessary to operate the system or site according to law and the regulations.

If the operator does not comply with such order within the prescribed delay, the Director may cancel his certificate or suspend or cancel his permit in the case of a person. He may also in all cases have carried out at the operator's expense, the works necessary to make the system or the site comply with the law or regulations.

54. Le ministre peut, après enquête, obliger dans la mesure où il le juge nécessaire une municipalité à établir ou modifier un système de disposition des déchets ou un site d'élimination des déchets.

55. Lorsqu'il est établi, après enquête, qu'il en résulte un avantage manifeste, le ministre peut à défaut d'entente entre les municipalités intéressées, ordonner qu'un système ou une partie d'un système de disposition des déchets soit exploité en commun par deux ou plusieurs municipalités, ou qu'une municipalité assure, dans une autre municipalité ou une partie d'une autre municipalité, la totalité ou une partie des services compris dans un système de gestion des déchets.

La répartition des coûts, des frais d'entretien et d'exploitation ou la fixation de l'indemnité payable pour le service fourni selon le cas est alors faite par la Commission municipale.

56. Une municipalité obligée de faire des travaux en vertu de l'article 55 est autorisée à contracter un emprunt qui ne requiert pas d'autre approbation que celles du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale du Québec.

57. Lorsque par suite du refus du Directeur de renouveler un permis visé à l'article 50, une personne subit un préjudice, elle peut réclamer du Directeur une indemnité dans les 30 jours de la signification de sa décision en établissant que depuis l'émission du certificat visé à l'article 49 et du permis, elle s'est conformée à la loi et aux règlements.

À défaut d'une entente approuvée par le ministre, le montant de cette indemnité est déterminé par la Régie des services publics à la demande du Directeur ou de la personne intéressée conformément aux articles 780 à 785 du Code de Procédure civile.

58. Tout terrain qui a été utilisé comme site d'élimination des déchets et qui est désaffecté ne peut être utilisé pour fins de construction pendant une période de 25 ans sans la permission écrite du Directeur.

54. The Minister may, after inquiry, oblige to the extent that he considers necessary a municipality to establish or alter a waste management system or site for elimination of waste.

55. When it is established, after inquiry, that there is an obvious advantage in it, the Minister may, failing agreement among the municipalities concerned, order that a system or part of a system of waste management be operated jointly by two or more municipalities, or that a municipality ensure in another municipality or part of another municipality, all or part of the services included in a waste management system.

The apportionment of the costs, the maintenance and operating expenses or the fixing of the compensation payable for the service furnished as the case may be, shall then be made by the Municipal Commission.

56. A municipality obliged to do work under section 55 may contract a loan which shall require no other approvals than those of the Minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission.

57. When following the refusal of the Director to renew a permit contemplated in section 50, a person sustains prejudice, he may claim compensation from the Director within 30 days of the service of his decision by establishing that since the issue of the certificate contemplated in section 49 and the permit, he has complied with the law and regulations.

Failing an agreement approved by the Minister, the amount of such compensation shall be determined by the Public Service Board upon the application of the Director or the person concerned in accordance with articles 780 to 785 of the Code of Civil Procedure.

58. Any land which has been used as a site for elimination of waste and which is no longer used shall not be used for construction purposes for a period of 25 years without the written permission of the Director.

59. Nul ne peut déposer des déchets dans un lieu autre qu'un site d'élimination des déchets approuvé par le Directeur en vertu de l'article 49, sauf dans les cas prévus par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

60. Nul ne peut utiliser, offrir en vente ou vendre un contenant ou tout matériau destiné à l'emballage, contrairement aux normes et conditions prévues par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

61. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour :

- a) prescrire des normes de qualité et d'efficacité à l'égard des systèmes de disposition des déchets;
- b) déterminer la manière dont il peut être disposé des déchets;
- c) prescrire des normes de localisation des sites d'élimination des déchets;
- d) déterminer la manière dont doivent être exploités et entretenus les sites d'élimination des déchets;
- e) déterminer les modalités selon lesquelles le Directeur peut émettre un permis d'exploitation d'un système de disposition des déchets ou d'un site d'élimination des déchets et le montant de la garantie exigée de toute personne à cette fin;
- f) classer les déchets et soustraire certaines catégories à l'application de la présente loi et des règlements;
- g) prohiber ou limiter l'usage de toute catégorie de contenants ou d'emballages;
- h) déterminer la manière selon laquelle il peut être fait usage de toute catégorie de contenants ou de matériaux destinés à l'emballage;
- i) prescrire le paiement d'un dépôt à l'achat de tout bien contenu dans toute catégorie de contenants ou d'emballages désignés comme retournables, et déterminer le montant et les conditions de ce dépôt.

SECTION VII

LA SALUBRITÉ DES IMMEUBLES ET DES LIEUX PUBLICS

62. Nul ne peut offrir en location, louer ni faire occuper un immeuble dont l'état n'est pas conforme aux normes de

59. No person may deposit waste in a place other than a site for elimination of waste approved by the Director under section 49, except in the cases provided for by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

60. No person may use, offer for sale or sell a container or any material used for wrapping, contrary to the standards and conditions provided for by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

61. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations to:

- (a) prescribe the standards of quality and efficiency for waste management systems;
- (b) determine the manner in which waste may be disposed of;
- (c) prescribe standards for the choice of sites for elimination of waste;
- (d) determine the manner in which sites for elimination of waste must be operated and maintained;
- (e) determine the terms and conditions whereby the Director may issue a permit for operating a waste management system or a site for elimination of waste and the amount of the guarantee required from any person for that purpose;
- (f) classify waste and withdraw certain classes from the application of this act and regulations;
- (g) prohibit or limit the use of any class of containers or wrappers;
- (h) determine the manner in which any class of containers or material used for wrapping may be used;
- (i) prescribe payment of a deposit upon the purchase of any property contained in any class of containers or wrappers designated as returnable, and determine the amount and conditions of such deposit.

DIVISION VII

SANITARY CONDITION OF IMMOVEABLES AND PUBLIC PLACES

62. No person may offer for lease, lease or cause to be occupied an immoveable whose condition does not comply

salubrité définies par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

63. Sous réserve des dispositions de la Loi des mines (1965, 1^{re} session, chapitre 34), nul ne peut exploiter un établissement commercial ou industriel, ni quelque construction où quiconque est susceptible de séjourner pour y exercer un travail ou un art, d'une manière non conforme aux règlements adoptés à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil.

64. Nul ne peut construire ou modifier un immeuble où l'on produit, entrepose ou utilise des substances dangereuses à moins que les plans et devis n'aient reçu l'approbation du Directeur.

Les articles 22 et 23 s'appliquent *mutatis mutandis* à cette approbation.

65. Tout règlement municipal portant sur les conditions d'hygiène et de salubrité des immeubles, des lieux publics, des plages ou des établissements industriels ou commerciaux doit être soumis au ministre pour approbation. Si le règlement est approuvé, il conserve son autorité.

Cette approbation est donnée par le ministre lorsque le règlement respecte les normes minimales prévues à cet effet par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil. La décision du ministre par écrit est signifiée au secrétaire trésorier ou au greffier de la municipalité intéressée et avis en est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

66. Dans les exploitations forestières, agricoles, minières, les travaux de voirie et les chantiers de construction, tout campement servant d'habitation au personnel et aux ouvriers doit être érigé et entretenu conformément aux normes prévues par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

67. Lorsque le Directeur constate qu'un campement visé à l'article 66 n'est pas érigé ou entretenu conformément aux normes prévues par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, il peut ordonner à la personne qui en est propriétaire de

with the sanitary condition standards defined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

63. Subject to the Mining Act (1965, 1st session, chapter 34), no person may operate a commercial or industrial establishment, or any structure intended as a place where a person may stay to do work or art, in a manner not in compliance with the regulations made for that purpose by the Lieutenant-Governor in Council.

64. No person may build or alter an immovable where dangerous substances are produced, stored or used unless the plans and specifications have received the approval of the Director.

Sections 22 and 23 apply *mutatis mutandis* to such approval.

65. Every municipal by-law respecting the hygienic and sanitary condition of immovables, public places, beaches or industrial or commercial establishments must be submitted to the Minister for approval. If the by-law is approved, its authority remains.

Such approval shall be given by the Minister when the by-law conforms to the minimum standards provided for that purpose by regulation of the Lieutenant-Governor in Council. The decision of the Minister in writing shall be served upon the secretary-treasurer or the clerk of the municipality concerned and notice of it shall be published in the *Québec Official Gazette*.

66. In forest, farming and mining operations, and on roadwork and construction sites, any camp used as a habitation for staff and workmen must be erected and maintained in accordance with the standards provided for by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

67. When the Director ascertains that a camp contemplated in section 66 is not erected or maintained in accordance with the standards provided for by regulation of the Lieutenant-Governor in Council, he may order the person who is the owner

prendre les mesures qu'il indique afin de remédier au défaut.

L'article 11 s'applique *mutatis mutandis* à cette ordonnance.

68. Toute municipalité est autorisée à faire visiter par ses officiers les immeubles situés dans les limites de son territoire, pour rechercher s'il s'y trouve des causes d'insalubrité. Le cas échéant elle peut faire procéder à l'assainissement nécessaire de la manière prévue aux articles 69 à 76.

69. Toute personne qui constate l'existence d'une cause d'insalubrité ou d'une nuisance dans un immeuble peut adresser une plainte à cet effet à la municipalité où l'immeuble est situé.

70. Sur réception de la plainte, la municipalité doit s'enquérir des faits qui y ont donné lieu, faire visiter l'endroit dont il s'agit, et entendre s'il est nécessaire par tout officier qu'elle désigne, le témoignage de toute personne capable de la renseigner au sujet de l'objet de la plainte; et, aux fins de contraindre les témoins à comparaître et à répondre, le représentant de la municipalité a tous les pouvoirs qui sont conférés à un juge de paix par la Loi des poursuites sommaires.

71. Lorsque, à la suite d'une plainte ou des constatations de ses officiers, la municipalité a reconnu qu'il existe, dans un immeuble de la municipalité, une nuisance ou une cause d'insalubrité, elle doit donner un avis écrit à la personne du fait de laquelle la nuisance ou la cause d'insalubrité dépend, ou, si cette personne ne peut être trouvée, au propriétaire ou à l'occupant de l'immeuble, lui enjoignant de la faire disparaître ou de faire les travaux nécessaires pour empêcher qu'elle ne se répète, dans le délai mentionné dans l'avis.

S'il est reconnu que la nuisance ou la cause d'insalubrité est dépendante d'un vice de construction de l'immeuble, ou si l'immeuble n'a pas d'occupant, l'avis visé par le présent article est donné au propriétaire.

Si la personne présumée responsable de la nuisance ou de cause d'insalubrité ne

to take the steps that he indicates to remedy the failure.

Section 11 applies *mutatis mutandis* to such order.

68. Every municipality is authorized to have its officers visit the immoveables situated within its territorial limits to ascertain whether there are unsanitary conditions. If necessary, it may take the necessary measures to remove or abate them in the manner provided in sections 69 to 76.

69. Every person who ascertains that there are unhealthy conditions about or a nuisance in an immovable may make a complaint to the municipality in which the immovable is situated.

70. Upon receiving the complaint, the municipality shall inquire into the facts giving rise to it, have the place complained of visited, and hear, if necessary, by any officer designated by it, the evidence of any person in a position to give information respecting the complaint; and, for the purpose of compelling the witnesses to appear and to answer, the representative of the municipality shall have all the powers conferred on a justice of the peace by the Summary Convictions Act.

71. When, upon a complaint or after inspection by its officers, the municipality has become aware of the existence, upon an immovable situated in the municipality, of a nuisance or of unhealthy conditions, it shall give notice in writing to the person responsible for such nuisance or unhealthy condition, or, if such person cannot be found, to the owner or occupant of the immovable, requiring him to abate it or to do the necessary work to prevent its return, within the delay mentioned in the notice.

If it is ascertained that the nuisance or unhealthy condition arises from some defect in the construction of the building, or if the property is unoccupied, the notice contemplated in this section shall be given to the owner.

If the person presumed to be responsible for the nuisance or unhealthy condition

peut être trouvée et si la municipalité est d'avis que la nuisance ou la cause d'insalubrité n'est pas due au fait ou à l'omission du propriétaire, elle peut la faire disparaître à ses dépens.

72. Lorsqu'une nuisance ou une cause d'insalubrité portant atteinte à la santé des habitants d'une municipalité paraît être causée, en tout ou en partie, par quelque acte ou omission qui a lieu hors de son territoire, la municipalité affectée peut faire faire des constatations par ses propres officiers, et, s'il est nécessaire, peut procéder à faire disparaître la nuisance ou la cause d'insalubrité comme si la municipalité dans laquelle l'acte ou l'omission a eu lieu était dans les limites de sa juridiction; pourvu, toutefois, que nulle procédure judiciaire ne puisse être forcée, si ce n'est devant un tribunal dont la compétence s'étend à cette dernière municipalité.

73. Toutes les dépenses raisonnables encourues pour faire disparaître une nuisance ou une cause d'insalubrité peuvent être recouvrées par action, dans la forme ordinaire, par la municipalité ou la personne qui les a faites, de celui du fait duquel dépendait la nuisance ou la cause d'insalubrité.

74. Si la mise en demeure dont il est question dans l'article 71 n'est pas suivie d'effet, la municipalité peut faire exécuter les travaux nécessaires pour faire disparaître la nuisance ou la cause d'insalubrité aux dépens de la personne en défaut. Toutefois, si l'exécution de ces travaux doit entraîner une dépense de mille dollars ou plus, cette personne peut en appeler au ministre dans les quinze jours de la signification de l'avis.

Si le ministre, après s'être instruit des faits à vérifier par tous les moyens qu'il juge convenable, décide que la nuisance doit être supprimée, il donne avis de sa décision à l'appellant et à la municipalité et l'appellant est tenu de s'y conformer dans le délai que fixe cette décision; et, s'il ne le fait pas, les travaux doivent être exécutés par la municipalité aux frais de l'appellant.

cannot be found, and if the municipality is of opinion that the nuisance or unhealthy condition is not due to the acts or omissions of the owner, the municipality may cause it to be abated at its expense.

72. Where a nuisance or unsanitary condition dangerous to the health of the inhabitants of a municipality appears to be wholly or partially caused by some act or omission outside its territory, the municipality affected may cause an inspection to be made by its own officers, and, if necessary, have the nuisance or unhealthy condition abated, as if the municipality in which the act or omission took place was within its jurisdiction; provided however, that no judicial proceeding may be taken except before a court whose jurisdiction extends over such municipality.

73. All reasonable expenses incurred in abating a nuisance or unhealthy condition may be recovered by action in usual form by the municipality or person who incurred them, from the person whose act caused such nuisance or unhealthy condition.

74. If the notice mentioned in section 71 has no effect, the municipality may have the necessary work to remove the nuisance or unhealthy condition done at the expense of the person in default. However, if the performance of such work would entail an expense of one thousand dollars or more, such person may appeal therefrom to the Minister within fifteen days from the service of the notice.

If, after investigating the facts by every means he considers advisable, the Minister decides that the nuisance must be abated, he shall give notice of his decision to the appellant and the municipality, and the appellant shall comply therewith within the delay fixed by the decision; and, if he fails to do so, the work shall be done by the municipality at the expense of the appellant.

75. Dans les cas où il est urgent de faire disparaître une nuisance ou une cause d'insalubrité et que les travaux nécessaires à cette fin entraînent une dépense n'excédant pas cent dollars, la municipalité peut ordonner à la personne du fait de laquelle elle dépend ou dans la propriété de laquelle elle se trouve, que cette personne en soit propriétaire, locataire ou occupant, de la faire disparaître dans un bref délai qu'elle indique. L'inexécution de cet ordre dans le délai fixé fait encourir la même amende et donne lieu aux mêmes procédures que le défaut d'exécuter l'avis visé par l'article 71.

76. Lorsqu'une maison, un logement ou autre lieu d'habitation est réputé malsain, la municipalité doit faire enquête et prendre les mesures pour assainir les lieux et les rendre de nouveau habitables; elle doit en faire sortir les personnes qui les habitent et en interdire l'entrée, jusqu'à ce qu'ils aient été assainis en la manière prescrite.

77. Lorsque, après enquête il est constaté qu'une maison, construction, bâtisse ou ouvrage est détérioré au point de devenir inhabitable ou irréparable et constitue une menace pour la santé ou la sécurité des occupants, la municipalité peut en ordonner l'évacuation et la démolition, cette dernière aux frais du propriétaire ou, s'il ne peut être trouvé, aux frais de la municipalité.

78. Lorsque dans les limites d'une municipalité, une piscine publique ou une plage publique est considérée, après enquête, une menace pour la santé, la municipalité doit en interdire l'accès jusqu'à ce que ces lieux aient été assainis.

79. Les pouvoirs attribués aux municipalités par la présente section peuvent être exercés par le Directeur dans les territoires non organisés.

80. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements

a) pour prescrire les normes de salubrité et d'hygiène applicables à toute catégorie d'immeubles occupés ou destinés à être occupés à des fins résidentielles, récréa-

75. Whenever it is urgent to abate a nuisance or an unhealthy condition, and when the work necessary for that purpose occasions the expenditure of not more than one hundred dollars, the municipality may order the person responsible therefor or upon whose property it exists, whether such person is the owner, tenant or occupant, to have it abated within the short delay indicated by him. If such order is not carried out within the delay fixed, the same penalty shall be incurred and the same proceedings may be had as in case of default to comply with the notice as contemplated in section 71.

76. When a house, dwelling or other place of habitation is considered to be unsanitary, the municipality must make an inquiry and take the steps to have it made sanitary and to make it again habitable; it shall cause the inmates to leave it, and forbid their return until it is made sanitary in the prescribed manner.

77. When, after investigation, it is found that a house, structure, building or work has so deteriorated as to become uninhabitable or unrepairable and constitutes a danger to the health or safety of the occupants, the municipality may order it vacated and demolished, the latter at the expense of the owner or, if he cannot be found, at the expense of the municipality.

78. When within the boundaries of a municipality, a public pool or public beach is considered, after investigation, to be a danger to health, the municipality must prohibit access to it until the place has been made sanitary.

79. The powers assigned to municipalities by this division may be exercised by the Director in unorganized territories.

80. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations

(a) to prescribe the sanitary and hygienic standards applicable to any class of immovables occupied or intended to be occupied for residential, recreational,

tives, artistiques, commerciales, industrielles, agricoles, municipales ou scolaires, pour la dispensation de services hospitaliers, médicaux, de garderie d'enfants ou de tout autre service au public de même qu'à toute catégorie de véhicules destinés à l'une de ces fins;

b) pour déterminer les conditions de salubrité des maisons et cours, les normes de surpeuplement des logements et les moyens nécessaires à la disposition des taudis;

c) pour réglementer la construction, l'utilisation des matériaux et l'entretien des installations sceptiques et des lieux d'aisance individuels ou communs, les égouts privés, drains et puisards selon la nature du sol et la superficie des terrains;

d) pour déterminer les conditions de salubrité pour l'embaumement et le transport des cadavres;

e) pour prescrire les conditions de salubrité de la production et de la distribution de l'eau et de la glace à des fins commerciales;

f) pour règlementer l'entretien des endroits publics et prendre toute mesure concernant la propreté de ceux-ci.

81. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, à l'égard des immeubles ou des véhicules où des personnes sont susceptibles de séjourner pour y exercer un travail ou un art, des règlements sur:

- a)* l'éclairage;
- b)* l'espace cubique, l'aération, la ventilation, la climatisation de l'air;
- c)* la température des locaux;
- d)* l'expulsion et la manière de disposer en contrôler les poussières, gaz, vapeurs, produits au cours du travail;
- e)* les installations sanitaires;
- f)* la propreté et le nettoyage;
- g)* le bruit, les ultra-sons et les infra-sons;
- h)* les contraintes climatiques;
- i)* l'utilisation d'équipement de protection;
- j)* la définition des substances dangereuses.

artistic, commercial, industrial, agricultural, municipal or school purposes, for dispensing hospital, medical, child care services or any other service to the public and any class of vehicles intended for one of such purposes;

(b) to determine the sanitary condition of houses and yards, the standards of overcrowding of dwellings and the means necessary for slum improvement;

(c) to regulate the construction, use of materials and maintenance of septic facilities and private or public water-closets, private sewers, drains and cesspools in keeping with soil conditions and land areas;

(d) to determine the sanitary conditions for embalming and carrying corpses;

(e) to prescribe the sanitary conditions for the production and distribution of water and ice for commercial purposes;

(f) to regulate the maintenance of public places and take any step respecting their cleanliness.

81. The Lieutenant-Governor in Council may make, respecting immoveables or vehicles intended for use by persons to do any work or art, regulations on:

- (a)* lighting;
- (b)* the cubic space, aeration, ventilation and air conditioning;
- (c)* the temperature of the premises;
- (d)* the removal and manner of disposal and control of dust, gas and vapour produced in the course of the work;
- (e)* sanitary facilities;
- (f)* cleanliness and cleaning;
- (g)* noise, ultrasonics and subsonics;
- (h)* climatic constraints;
- (i)* the use of protective equipment;
- (j)* the definition of dangerous substances.

SECTION VIII

PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS ET LES
AUTRES AGENTS VECTEURS D'ÉNERGIE

82. Le ministre a pour fonction de surveiller et de contrôler les sources de rayonnements, les plasmas, les champs, les ondes matérielles, les pressions et tout autre agent vecteur d'énergie.

83. Toute personne ou tout organisme possédant ou utilisant une source de rayonnement ou autre agent vecteur d'énergie doit en faire la déclaration au Directeur et en faire usage conformément aux modalités et normes déterminées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

84. Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre, peut adopter des règlements pour :

- a) régir l'installation et l'exploitation de toute source de rayonnement et autre agent vecteur d'énergie et prévoir l'émission d'un permis pour ces fins;
- b) déterminer toutes normes sécuritaires jugées nécessaires;
- c) déterminer les modalités selon lesquelles toute déclaration doit être faite en vertu de l'article 83;
- d) statuer sur les déclarations et les rapports qui doivent être faits en cas d'incidents ou d'accidents;
- e) déterminer les modalités de surveillance et de contrôle;
- f) obliger toute personne possédant ou exploitant une source de rayonnement ou de plasma ou de tout agent vecteur d'énergie à tenir des registres.

85. La présente section ne s'applique pas aux établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48).

SECTION IX

LE BRUIT

86. Le ministre a pour fonctions de surveiller et de contrôler le bruit.

À cette fin il peut construire, ériger, installer et exploiter tout système ou tout

DIVISION VIII

PROTECTION AGAINST RAYS AND OTHER
ENERGY VECTORS

82. The Minister shall have the duty to supervise and control sources of radiation, plasmas, fields, material waves, pressure and any other energy vector.

83. Every person or body owning or using any source of radiation or other energy vector must make a declaration of it to the Director and use it in accordance with the terms, conditions and standards determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

84. The Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Minister, may make regulations to:

- (a) govern the installation and operation of any source of radiation and other energy vector and provide for the issue of a permit for such purposes;
- (b) determine all safety standards considered necessary;
- (c) determine the terms and conditions under which any declaration must be made under section 83;
- (d) prescribe the declarations and reports which must be made in case of incidents or accidents;
- (e) determine the terms and conditions of supervision and control;
- (f) compel any person owning or operating a source of radiation or plasma or any energy vector to keep registers.

85. This section does not apply to establishments contemplated by the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48).

DIVISION IX

NOISE

86. It shall be the duty of the Minister to supervise and control noise.

For such purpose he may construct, erect, instal and operate any system or

équipement nécessaire dans toute municipalité. Il peut également acquérir de gré à gré ou par expropriation tout immeuble requis et conclure toute entente avec toute personne ou municipalité.

87. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour :

- a) limiter les bruits abusifs ou inutiles à l'intérieur ou à l'extérieur de tout édifice;
- b) déterminer les conditions selon lesquelles tout véhicule, moteur, pièce de machinerie, instrument, équipement générateur de bruit peut être utilisé;
- c) prescrire des normes relatives à l'intensité du bruit.

SECTION X

APPEL

88. Toute personne visée par une ordonnance émise par le Directeur en vertu de la présente loi peut interjeter appel de la décision devant la Commission municipale du Québec si les motifs de fait ou de droit invoqués au soutien de la décision sont erronés, si la procédure suivie est entachée d'une irrégularité grave ou si la décision n'a pas été rendue avec impartialité.

Il en est de même dans tous les cas où le Directeur refuse d'accorder un certificat d'approbation de plans et devis ou de projet, exige une modification à une demande qui lui est faite, refuse d'accorder ou de renouveler un permis ou révoque ou suspend un certificat d'approbation ou un permis.

89. Le Directeur doit, lorsqu'il signifie à une personne une décision susceptible d'appel, l'informer de son droit d'appel.

90. L'appel peut être interjeté dans les quinze jours qui suivent la signification de la décision au moyen d'une requête signifiée au Directeur qui doit la transmettre sans délai au secrétaire de la Commission municipale avec une copie certifiée du dossier relatif à la décision dont il y a appel.

91. L'appel suspend l'exécution de la décision du Directeur sauf dans le cas

equipment necessary in any municipality. He may also acquire by agreement or expropriation an immovable required and make any agreement with any person or municipality.

87. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations to:

- (a) limit abusive or useless noise inside or outside a building;
- (b) determine the conditions under which any vehicle, engine, piece of machinery, instrument, or equipment generating noise may be used;
- (c) prescribe standards for noise intensity.

DIVISION X

APPEAL

88. Any person contemplated by an order issued by the Director under this act may appeal from the decision to the Québec Municipal Commission if there is error of fact or law in the reasons invoked in support the decision, if the proceedings are affected by some gross irregularity or if the decision was not rendered with impartiality.

The same applies in all cases where the Director refuses to grant a certificate of approval of plans and specifications or of a project, requires a change in an application made to him, refuses to grant or renew a permit or cancels or suspends a certificate of approval or a permit.

89. The Director shall, when he serves upon a person a decision susceptible of appeal, inform him of his right of appeal.

90. The appeal may be brought within fifteen days following service of the decision by means of a petition served upon the Director who must without delay send it to the secretary of the Municipal Commission with a certified copy of the record relating to the decision appealed from.

91. The appeal shall suspend the execution of the decision of the Director

prévu à l'article 25. Dans ce cas l'exécution de la décision est suspendue à moins que la Commission municipale, pour des motifs graves, n'en ordonne autrement.

92. La Commission municipale doit, avant de rendre sa décision, donner aux parties l'occasion de se faire entendre et d'assigner des témoins. Toute partie peut, lors de cette audition, être assistée d'un avocat.

93. Toute personne qui témoigne devant la Commission municipale aux fins de la présente section a les mêmes privilèges et les mêmes immunités qu'un témoin devant la Cour supérieure et les articles 307 à 310 du Code de procédure civile s'y appliquent *mutatis mutandis*.

94. La Commission municipale peut confirmer la décision du Directeur, la modifier ou l'infirmer.

La décision de la Commission municipale est finale et sans appel.

95. La décision de la Commission municipale doit être motivée et signée par les membres qui l'ont rendue. Copie doit en être signifiée aux parties et l'original être conservé par le secrétaire de la Commission municipale.

except in the case provided for in section 25. In this case, execution of the decision shall be suspended unless the Municipal Commission, for serious reasons, orders otherwise.

92. The Municipal Commission shall, before rendering its decision, give the parties the opportunity to be heard and to summon witnesses. Any party may, at such hearing, be assisted by an advocate.

93. Every person who testifies before the Municipal Commission for the purposes of this division shall have the same privileges and immunities as a witness before the Superior Court and articles 307 to 310 of the Code of Civil Procedure apply *mutatis mutandis*.

94. The Municipal Commission may confirm, alter or quash the decision of the Director.

The decision of the Municipal Commission shall be final and without appeal.

95. The decision of the Municipal Commission must state the reasons on which it is based and be signed by the members who rendered it. A copy must be served upon the parties and the original must be kept by the secretary of the Municipal Commission.

SECTION XI

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

[[**96.** Le ministre peut, conformément aux modalités et barèmes prévus par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil:

a) accorder des subventions pour des études, recherches, préparation de programmes et de projets concernant toute matière ayant pour objet la protection de l'environnement;

b) consentir des prêts et accorder des subventions aux municipalités pour la construction, l'acquisition et l'exploitation de tout système d'aqueduc, d'égout et d'épuration des eaux et de systèmes de gestion des déchets;

DIVISION XI

FINANCIAL PROVISIONS

[[**96.** The Minister may, in accordance with the terms, conditions and scales provided for by regulation of the Lieutenant-Governor in Council:

(a) grant subsidies for studies, research, preparation of programs and projects respecting any matter having as its object environmental protection;

(b) make loans and grant subsidies to municipalities for the construction, acquisition and operation of any system of waterworks, sewer and water purification and waste management systems;

c) consentir des prêts et accorder des subventions à toute personne pour la construction, l'acquisition et l'exploitation de tout système de gestion des déchets ou de traitement des eaux.

Nonobstant toute disposition inconciliable de la Loi de l'interdiction de subventions municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 176) une municipalité peut, avec l'approbation du ministre et du ministre des affaires municipales, exercer les pouvoirs prévus aux paragraphes *a* et *c*.]]

[[**97.** Les sommes requises pour l'application de la présente loi sont payées à même les deniers accordés annuellement à cette fin par l'Assemblée nationale.]]

SECTION XII

SANCTIONS

98. Toute personne qui enfreint les articles 20, 21, 22, 63, 66 et 83 de la présente loi est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende n'excédant pas cinq mille dollars pour la première infraction et n'excédant pas dix mille dollars pour toute infraction subséquente.

99. Toute personne qui refuse ou néglige, contrairement aux dispositions de la présente loi ou des règlements adoptés en vertu de celle-ci, de produire une déclaration, fournir des informations, soumettre des plans, demander une approbation ou un permis au Directeur ou de se conformer à l'une de ses ordonnances commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende n'excédant pas dix mille dollars.

100. Toute personne qui enfreint les dispositions de la section v de la présente loi, ou qui contrevient aux articles 59 et 60 commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende n'excédant pas deux cents dollars.

101. Toute personne qui contrevient à la présente loi ou à un règlement établi en vertu de ses dispositions ou qui fait une fausse déclaration s'y rapportant commet une infraction et est passible, dans tous les

(c) make loans and grant subsidies to any person for the construction, acquisition and operation of any waste management or water treatment system.

Notwithstanding any inconsistent provision of the Municipal Aid Prohibition Act (Revised Statutes, 1964, chapter 176) a municipality may, with the approval of the Minister and the Minister of Municipal Affairs, exercise the powers provided for in paragraphs *a* and *c*.]]

[[**97.** The sums required for the application of this act shall be paid out of the moneys appropriated annually for that purpose by the National Assembly.]]

DIVISION XII

PENALTIES

98. Every person who contravenes sections 20, 21, 22, 63, 66 and 83 of this act is guilty of an offence and is liable, on summary declaration of guilt, to a fine not exceeding five thousand dollars for the first offence and not exceeding ten thousand dollars for any subsequent offence.

99. Every person who refuses or neglects, contrary to the provisions of this act or the regulations made thereunder, to file a declaration, give information, submit plans, request an approval or a permit from the Director or to comply with any of his orders commits an offence and is liable, upon summary proceeding, to a fine not exceeding ten thousand dollars.

100. Every person who contravenes the provisions of Division v of this act or who contravenes sections 59 and 60 commits an offence and is liable, on summary proceeding, to a fine not exceeding two hundred dollars.

101. Every person who contravenes this act or a regulation made under its provisions or who makes a false declaration relating thereto commits an offence and is liable, in all cases where no other

cas où il n'est pas imposé d'autre peine, d'une amende n'excédant pas cinq cents dollars.

102. Lorsqu'une infraction visée aux articles 98 à 101 se poursuit durant plus d'un jour, elle constitue une infraction distincte pour chaque jour durant lequel elle se poursuit.

103. Aucun recours, devant les tribunaux civils n'est suspendu du fait qu'il met en cause un acte ou une omission constituant une infraction au sens de la présente loi.

104. Dans toute poursuite relative à une infraction à la présente loi, la preuve qu'elle a été commise par un agent, un mandataire ou un employé d'une personne suffit à établir qu'elle a été commise par cette personne à moins que celle-ci établisse que l'infraction a été commise à son insu, sans son consentement et malgré des dispositions prises pour prévenir sa commission.

105. Lorsqu'une personne ou une municipalité refuse ou néglige de faire une chose qui lui a été ordonnée en vertu de la présente loi, le ministre peut faire exécuter la chose aux frais du contrevenant et en recouvrer le coût de ce dernier avec intérêts et frais de la même manière que pour toute dette due au gouvernement.

106. Le ministre peut ordonner la démolition de tous travaux exécutés par une personne ou une municipalité en contravention avec la présente loi, les règlements adoptés en vertu de celle-ci, contrairement à une ordonnance qu'il a émise ou à une ordonnance du Directeur, ou à un certificat d'approbation.

Lorsque la personne ou la municipalité visée par une telle ordonnance refuse ou néglige d'y donner suite, le ministre peut faire démolir les travaux aux frais de la personne visée de manière à remettre les choses dans l'état où elles étaient avant que ne débutent les travaux.

107. Dans tous les cas où une personne a été déclarée coupable d'une infraction

penalty is imposed, to a fine not exceeding five hundred dollars.

102. Where an offence contemplated in sections 98 to 101 is continued for more than one day, it shall constitute a separate offence for each day during which it continues.

103. No recourse before the civil courts shall be suspended by the fact that it involves an act or omission constituting an offence within the meaning of this act.

104. In any prosecution relating to an offence against this act, the proof that it has been committed by an agent, mandatory or employee of a person is sufficient to establish that it has been committed by such person unless he establishes that the offence has been committed without his knowledge or consent and despite measures taken to prevent its commission.

105. When a person or a municipality refuses or neglects to do anything ordered to be done under this act, the Minister may have the thing done at the expense of the offender and recover the cost from him with interest and costs in the same manner as for any debt due to the government.

106. The Minister may order the demolition of any works done by a person or a municipality in contravention of this act or the regulations made thereunder, or contrary to an order he has issued, an order of the Director or a certificate of approval.

When the person or municipality contemplated by such order refuses or neglects to give effect to it, the Minister may have the works demolished at the expense of the person contemplated to put the things in the same condition that they were in before the works began.

107. In all the cases where a person is found guilty of an offence against this act,

à la présente loi, le ministre peut, aux frais du contrevenant, prendre les mesures nécessaires pour remettre les choses dans l'état où elles étaient avant que la cause de l'infraction ne se produise.

108. Lorsqu'une personne a été déclarée coupable d'une infraction à la présente loi, le juge peut, en plus de lui imposer une amende, lui ordonner de s'abstenir de commettre à nouveau l'infraction ou de cesser une activité donnée dont la poursuite, à son avis, risque d'entraîner la commission d'une autre infraction.

SECTION XIII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

109. Si une personne croit pouvoir attribuer à l'émission, au dépôt, au dégauchement ou au rejet d'un contaminant des dommages à sa santé ou à ses biens, elle peut dans les trente jours, après la constatation des dommages, demander au ministre d'entreprendre une enquête.

110. Le ministre doit fournir un rapport des résultats de toute enquête qu'il estime nécessaire d'entreprendre en vertu de l'article 109 à la personne qu'il prétend responsable, au plaignant ainsi qu'à la municipalité où est située la source de contamination.

111. Le plaignant doit permettre à la personne qu'il prétend responsable de la source de contamination ou à son agent d'examiner les dommages et de procéder à des analyses pour vérifier la cause, la nature, l'étendue et la valeur économique des dommages.

112. Tout fonctionnaire autorisé à cette fin par le ministre peut, à tout moment raisonnable, pénétrer sur un terrain, dans un édifice autre qu'une maison d'habitation, dans un véhicule ou sur un bateau, afin de prélever des échantillons, procéder à des analyses ou examiner les lieux lorsqu'il a raison de croire que l'on s'y livre ou que l'on s'y est livré à une activité

the Minister may, at the expense of the offender, take the steps necessary to put the things in the condition that they were in before the cause of the offence occurred.

108. Where a person is found guilty of an offence against this act, the judge may, in addition to imposing a fine, order him to refrain from again committing the offence or cease a given activity the continuation of which, in his opinion, might entail the commission of another offence.

DIVISION XIII

GENERAL PROVISIONS

109. If a person believes that he can attribute to the emission, deposit, issuance or discharge of a contaminant damage to his health or property, he may within thirty days, after ascertaining the damage, request the Minister to make an inquiry.

110. The Minister must furnish a report of the results of any inquiry which he considers necessary to undertake under section 109 to the person he maintains is responsible, the complainant and the municipality in which the source of contamination is situated.

111. The complainant must allow the person responsible for the source of contamination or his agent to examine the damage and make analyses to verify the cause, nature, extent and economic value of the damage.

112. Every functionary authorized for that purpose by the Minister may, at any reasonable time, enter land, a building other than a dwelling house, a vehicle or boat, to collect samples, make analyses or examine the premises when he has reason to believe that any activity is carried on or has been carried on that is likely to entail the emission, deposit, issuance or dis-

susceptible d'entraîner l'émission, le dégagement, le rejet ou le dépôt dans l'environnement d'un contaminant.

113. Le ministre, le Directeur et les fonctionnaires autorisés par eux à cette fin peuvent requérir de toute personne responsable de l'émission, du dégagement, du rejet ou du dépôt dans l'environnement d'un contaminant, toutes les informations nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

114. Nul ne doit entraver l'exercice des fonctions d'un fonctionnaire visé aux articles 99 et 100 ni le tromper par des réticences ou de fausses déclarations ni négliger d'obéir à tout ordre qu'il peut donner en vertu de la loi; tel fonctionnaire doit, s'il en est requis, exhiber un certificat attestant sa qualité et portant la signature du ministre ou d'un fonctionnaire autorisé par lui.

115. En sus des devoirs qui lui sont assignés par la présente loi, le ministre remplit tous les autres devoirs qui lui sont prescrits par le lieutenant-gouverneur en conseil.

116. Dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont conférés par la présente loi, le ministre et le Directeur peuvent par eux-mêmes ou par toute personne qu'ils désignent, enquêter sur toute matière de leur compétence. À cette fin, ils possèdent de même que tout enquêteur désigné par eux les pouvoirs et immunités de commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11). Dans les cas où ces enquêtes sont conduites par des personnes autre que le ministre ou le Directeur, l'article 3 de ladite loi s'applique.

117. Les règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la présente loi entrent en vigueur quinze jours après qu'ils ont été publiés dans la *Gazette officielle du Québec*.

Ces règlements prévalent sur tout règlement municipal portant sur le même objet.

charge of a contaminant into the environment.

113. The Minister, Director and the functionaries authorized by them for such purpose may require from any person responsible for the emission, deposit, issuance or discharge of a contaminant into the environment, all information necessary for the exercise of their duties.

114. No person may hinder the exercise of the duties of a functionary contemplated in sections 99 and 100 or mislead him by concealment or false declarations or neglect to obey any order which he may give under the act; such functionary shall, if so required, show a certificate attesting his authority and bearing the signature of the Minister or of a functionary authorized by him.

115. In addition to the duties assigned to him by this act, the Minister shall fulfil all the other duties conferred on him by the Lieutenant-Governor in Council.

116. In the exercise of the powers conferred on them by this act, the Minister and the Director may personally or through any person designated by them, inquire into any matter within their competence. For such purpose, they and the investigator designated by them shall have the powers and immunities of commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11). When such inquiries are made by persons other than the Minister or the Director, section 3 of the said act applies.

117. The regulations made by the Lieutenant-Governor in Council under this act shall come into force fifteen days after they have been published in the *Québec Official Gazette*.

These regulations shall prevail over any municipal by-law respecting the same object.

118. Le lieutenant-gouverneur en conseil désigne le ministre responsable de l'application de la présente loi.

119. La présente loi s'applique au gouvernement de même qu'à ses ministères et organismes.

SECTION XIV

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

120. La Loi de la Régie des eaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 183) est abrogée.

121. Toutes les décisions rendues en vertu de la Loi de la Régie des eaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 183) ou en vertu de la Loi de l'hygiène publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 161) demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'elles soient changées ou modifiées conformément à la présente loi et les affaires pendantes à la Régie des eaux sont décidées, sans qu'il y ait besoin de demande spécifique à ce sujet, conformément à la présente loi.

122. L'article 59 de la Loi du Régime des eaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 84) est modifié en insérant dans la sixième ligne du premier alinéa après le mot « naturelles », l'expression « et au ministre responsable de l'application de la Loi sur la qualité de l'environnement ».

123. L'article 74 de ladite loi tel qu'édicte par l'article 4 du chapitre 34 des lois de 1968 est modifié en insérant, dans la sixième ligne du premier alinéa, après le mot « naturelles », l'expression « et au ministre responsable de l'application de la Loi sur la qualité de l'environnement ».

124. L'article 3 de la Loi de la Commission municipale (Statuts refondus, 1964, chapitre 170) est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne le chiffre « dix » par le chiffre « quinze ».

125. Les membres de la Régie des eaux deviennent par le seul effet de la présente loi membres de la Commission municipale.

118. The Lieutenant - Governor in Council shall designate the Minister responsible for the application of this act.

119. This act applies to the government and its departments and bodies.

DIVISION XIV

TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

120. The Water Board Act (Revised Statutes 1964, chapter 183) is repealed.

121. All decisions rendered under the Water Board Act (Revised Statutes 1964, chapter 183) or under the Public Health Act (Revised Statutes 1964, chapter 161) remain in force until altered or amended in accordance with this act and the matters pending before the Water Board are decided, without its being necessary to make a specific application in this respect, in accordance with this act.

122. Section 59 of the Watercourses Act (Revised Statutes 1964, chapter 84) is amended by inserting after the word "Resources" in the sixth line of the first paragraph the expression "and the Minister responsible for the application of the Environment Quality Act".

123. Section 74 of the said act as enacted by section 4 of chapter 34 of the statutes of 1968 is amended by inserting after the word "Resources" in the sixth line of the first paragraph the expression "and the Minister responsible for the application of the Environment Quality Act".

124. Section 3 of the Municipal Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 170) is amended by replacing the number "ten" in the second line by the number "fifteen".

125. The members of the Water Board become by sole effect of this act members of the Municipal Commission.

126. Aux fins du transfert du personnel, la Régie des eaux constitue un service au sens de l'article 7 de la Loi de l'exécutif (Statuts refondus, 1964, chapitre 9).

127. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

126. For the purposes of transfer of staff the Water Board constitutes a service within the meaning of section 7 of the Executive Power Act (Revised Statutes, 1964, chapter 9).

127. This act shall come into force on the day of its sanction.